



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINNE

Décembre 2011



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>4</i>
Intégration et superposition	4
Une pauvreté en diminution	4
Perception de la corruption dans le secteur public	5
ARGENTINE	6
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>7</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>8</i>
Continuité kirchnériste	8
Progression remarquable du salaire moyen	8
Très bonne collecte fiscale en novembre.....	8
Des prix en hausse	9
Le déficit public se creuse.....	9
BRÉSIL	10
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>11</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>12</i>
Dilma à toute épreuve.....	12
Zoom sur les leviers anticrise	12
Note de la dette améliorée.....	13
Moins de chômage dans les métropoles.....	13
Le poids de la classe moyenne	13
Que faire avec le treizième mois ?	13
CHILI	14
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>15</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>16</i>
Ciel bleu du côté du commerce extérieur	16
Les entreprises facturent davantage	16
Investissement : les chiliens préfèrent désormais le Brésil	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>18</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>19</i>
Coup de mou présidentiel.....	19
IED : objectif atteint en avance	19
Exportations bien portantes	19

MEXIQUE	20
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>21</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>22</i>
Un pays socialement inégalitaire	22
IED en diminution	22
Réduction du déficit public.....	22
Échanges en hausse avec le voisin US	22
 URUGUAY	 23
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>24</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>25</i>
Industrie : une croissance en trompe l'œil.....	25
Pouvoir d'achat moindre.....	25
Les milliards des exportations.....	25

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Intégration et superposition

Début décembre s'est tenu à Caracas le premier sommet de la **Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC)**, bloc régional réunissant la quasi-totalité des États du continent américain, à l'exception notable des États-Unis et du Canada.

Avec ce sommet est revenu le débat concernant la multiplication des organisations supranationales en Amérique latine. En effet, à la CELAC s'ajoutent, entre autres, la **Communauté sud-américaine des nations**, l'**UNASUR**, le **MERCOSUR**, l'**ALBA**, l'**OEA**, la **CAN**, etc. Ainsi, en Amérique latine, intégration rime avec superposition.

Si la volonté d'intégration des États de la région mérite d'être encouragée, on peut s'interroger sur la pertinence de l'existence de plusieurs blocs dans la zone. La crise actuelle au sein de l'Union européenne peut être appréhendée comme un apprentissage grandeur nature des choses à faire et à ne pas faire dans un processus d'intégration politique et économique.

PS : les gouvernements du Chili, de Colombie, du Mexique et du Pérou ont récemment ratifié à Mérida (sud du Mexique) la création de l'**Alliance du Pacifique**, un énième bloc économique, fondé en avril dernier.

Une pauvreté en diminution

Selon les données de la **Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPAL)**, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans la région a baissé de **1,7%** entre 2010 et 2011 à **174 millions d'individus**. Ce chiffre représente environ **30,4%** de la population régionale, soit le taux le plus bas enregistré depuis 20 ans. Cependant, le taux d'indigence a lui augmenter dans la période : +0,5 point à **12,8%** de la population régionale.

À noter : les deux seuls pays où le taux de pauvreté s'est accru durant l'année sont le Mexique (36,3% de la population) et le Honduras.

Perception de la corruption dans le secteur public

L'ONG Transparency International a publié son rapport annuel **Corruption Perceptions Index 2011** qui contient une liste de 182 pays classés selon leur niveau de corruption dans l'administration publique. En voici le classement latino-américain, du moins corrompu au plus corrompu :

Classement 2011	PAYS	Classement 2010	Place(s) gagnée(s)/perdue(s)
22	Chili	21	-1
25	Uruguay	24	-1
39	Porto Rico	33	-6
50	Costa Rica	41	-9
61	Cuba	69	+8
73	Brésil	69	-4
80	Colombie	78	-2
80	El Salvador	73	-7
-	Pérou	78	-2
86	Panama	73	-13
100	Argentine	105	+5
-	Mexique	98	-2
118	Bolivie	110	-8
120	Équateur	127	+7
-	Guatemala	97	-23
129	République dominicaine	101	-28
-	Honduras	134	+5
134	Nicaragua	127	-7
154	Paraguay	146	-8
172	Venezuela	164	-8
175	Haïti	146	-29

À noter : sur les 21 pays listés, 17 ont perdu des places par rapport au classement de l'an dernier.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 40,1M d'hab.

Densité de population 14,36 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2011-2015)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		280,9	300,0	313,8
PIB (Δ %)		9,2	6,8	4,6
PIB/hab. (\$)		7 005	7 481	7 825
Taux d'intérêt court* (%)		11,45	11,45	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		25,0	25,0	Nd
Taux de chômage* (%)		7,4	7,2	Nd
Solde commercial (Md\$)		12,9	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		52,0	52,5	52,5
Dettes extérieures* (Md\$)		123,8	164,3	Nd
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,98	Nd	
	/EUR	5,26	Nd	

*Dernière donnée connue | ***Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,4	63,6	11,0

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Continuité kirchnériste

Le pays a une « nouvelle ancienne » Présidente qui, dans son discours de prise de fonction du 10 décembre, n'a fait au final qu'annoncer que le nouveau gouvernement poursuivra le même projet politique, sans grandes modifications. Rien de nouveau sous le soleil donc, et même plutôt moins, car est prévue une réduction des aides publiques (Cf. étude de novembre 2011, p. 8) et une contraction des facilités de crédit.

En revanche, il y aura davantage de contrôles de tout genre. En tout cas, l'année 2012 sera l'année de tous les dangers pour le gouvernement et le pays, car une fois finie la période postélectorale, les aides et autres allocations vont disparaître à coup sûr, et les perspectives d'une croissance élevée restent aléatoires dans le contexte actuel.

Quant à la nouvelle équipe gouvernementale, elle n'a présenté aucune surprise, si ce n'est le renforcement des pouvoirs de **Guillermo Moreno**, l'omniprésent secrétaire au Commerce intérieur, chargé de menacer les entreprises si son bon vouloir est contesté. La seule et principale modification est le remplacement d'**Aníbal Fernández** par le jeune **Juan Manuel Abal Medina** comme Chef du Cabinet des ministres. Les autres membres du gouvernement sont soit des membres de l'ancienne équipe confirmés dans leur fonction, soit des fonctionnaires proches collaborateurs de ceux qu'ils remplacent dans l'exécutif. À suivre.

Progression remarquable du salaire moyen

Au cours du premier semestre de 2011, le salaire moyen des travailleurs enregistrés a grimpé de **7%** sur douze mois. Ce serait la plus forte hausse des cinq dernières années.

Par ailleurs, la progression des salaires a permis d'augmenter le pouvoir d'achat et la consommation, reste à savoir si cette tendance pourra se poursuivre au cours de l'année 2012.

Très bonne collecte fiscale en novembre

Bonne nouvelle : grâce à la dynamique de l'activité économique, la collecte fiscale a grimpé en novembre de près de **30%** par rapport à novembre 2010, totalisant **11 milliards de dollars** dont 3,5 milliards correspondent à la TVA.

Des prix en hausse

Outre l'augmentation des prix due à la suppression des subsides des services publics, d'autres biens et services devraient enregistrer des hausses qui toucheraient surtout les classes moyennes.

Ainsi, en novembre, le secrétariat au Commerce a autorisé 24 entreprises à augmenter les prix de leurs produits de consommation courante, dont les boissons : **Pepsi, Coca-Cola, Quilmes** (bière), **Bimbo** (boulangerie), **L'Oréal** (cosmétiques), etc. Les hausses autorisées oscillent entre 2% et 9%. De plus, les tarifs des taxis ont également subi des augmentations tout comme les abonnements à la télévision par câble.

Le déficit public se creuse

Élection présidentielle oblige, le montant de la dépense publique a largement dépassé celui des revenus de l'État, sans oublier le poids du paiement des intérêts de la dette publique. Ainsi, le gouvernement sera obligé de puiser dans les fonds des retraites et dans les réserves de la Banque centrale pour couvrir les **11,7 milliards de dollars** de déficit.

À noter : les bénéfices des coupes des aides aux services publics ne se verront qu'en 2012.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 190,7M d'hab.

Densité de population 22,40 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Dilma Vana Rousseff (2011-2014)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		1 531,2	1 589,4	1 657,7
PIB (Δ %)		7,5	3,8	4,3
PIB/hab. (\$)		8 029	8 335	8 693
Taux d'intérêt court* (%)		10,75	11,00	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		5,9	6,5	5,2
Taux de chômage* (%)		6,7	6,4	Nd
Solde commercial (Md\$)		20,3	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		289,1	350,9	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		247,1	247,1	Nd
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	1,67	Nd	
	/EUR	2,21	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
26,2	67,0	6,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Dilma à toute épreuve

La démission de six ministres en six mois aurait provoqué la chute de n'importe quel chef de gouvernement sauf... celle de **Dilma Rousseff**. Il faut dire que l'opinion publique semble plus intéressée par le sport, par exemple, que par la politique. De même, personne ne parle de crise politique ou d'affaiblissement présidentiel, bien au contraire, la situation semble conforter l'image de la Présidente, associée à la lutte contre la corruption plutôt qu'à une éventuelle collusion. Force est donc de constater que Dilma Rousseff bénéficie du même fameux « Effet Teflon » que son prédécesseur.

En réalité, les 50% d'opinions favorables dont bénéficie Mme Rousseff serait davantage en rapport avec le contexte économique favorable qui profite aux brésiliens. Bien que la croissance économique du pays se soit ralentie, le niveau de chômage a atteint un plancher historique tandis que la consommation des familles reste le moteur de l'activité économique.

Zoom sur les leviers anticrise

Au cours du troisième trimestre de 2011, la plus grande économie d'Amérique latine a enregistré une croissance nulle par rapport au trimestre précédent et de **2,1%** par rapport au même trimestre 2010 (en 2010, le PIB brésilien avait crû 7,5%).

Attention : en septembre 2011, pour la première fois depuis presque deux ans, le PIB a reculé de **0,1%** par rapport à août.

Avec ces chiffres, le gouvernement a estimé que pour toute l'année 2011 la croissance économique tournerait autour de **3,2%** contre une prévision d'environ 4% au départ. C'est grâce au dynamisme du secteur agricole que le pays a pu enregistrer une croissance.

De même, au cours des derniers mois, l'inflation semble être contenue à environ 6,5%, permettant ainsi de revenir à des politiques qui encouragent l'investissement et la consommation. En effet, pour parer aux retombées éventuelles de la crise mondiale, le gouvernement a décidé de baisser encore le taux de base annuel SELIC à **11%**. Enfin, l'impôt sur les produits industrialisés (électroménager : réfrigérateurs, lave-linge, etc.) a été réduit ainsi que le taux d'imposition sur les opérations financières qui passe de 3% à 2,5%.

Note de la dette améliorée

Fin novembre, **Standard & Poor's** a changé la note de la dette souveraine du Brésil en devises étrangères à **BBB** contre **BBB-** auparavant et à **A-** en monnaie locale.

Pour cette réévaluation, S&P a pris en compte les mesures fiscales prises par le gouvernement (coupes budgétaires et contention des dépenses des retraites).

Cette amélioration de la note est une bonne nouvelle surtout pour les éventuels investisseurs : en octobre dernier, le volume des investissements étrangers directs s'est élevé à **5,6 milliards de dollars**, totalisant ainsi 56 milliards de dollars depuis janvier.

Moins de chômage dans les métropoles

Selon les statistiques officielles de l'**IBGE**, le taux de chômage dans les six principales régions métropolitaines du pays est passé de 6% en septembre à **5,8%** en octobre.

PS : le nombre total de personnes salariées dans ces régions est de 22,7 millions.

Le poids de la classe moyenne

S'il faut donner une date, on peut dire que depuis 2004 la pauvreté dans le pays a commencé à reculer, ce qui a permis à des milliers de brésiliens de se situer dans le segment dit de la classe moyenne. Ainsi, la progression de cette dernière a contribué à consolider un marché interne et à créer des moyens pour résister aux impacts de la crise mondiale.

À noter : selon une étude de la **Fondation Getúlio Vargas**, entre 2003 et 2011, 48,7 millions de brésiliens ont réussi à augmenter leurs revenus et à faire partie des classes moyenne ou haute.

PS : selon **Forbes**, depuis 2007, il y a en moyenne 19 nouveaux millionnaires par jour au Brésil (137 000 millionnaires et 30 milliardaires au total).

Que faire avec le treizième mois ?

Selon une étude, la plupart des travailleurs faisant partie de la classe C (connue comme la nouvelle classe moyenne) déclare vouloir utiliser leur treizième mois pour régler des dettes dont le montant total est d'environ **19 milliards de dollars**.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		145,3	154,5	161,1
PIB (Δ %)		5,2	6,3	4,3
PIB/hab. (\$)		8 753	9 307	9 705
Taux d'intérêt court* (%)		3,0	5,25	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		3,0	3,1	3,5
Taux de chômage* (%)		7,6	7,2	Nd
Solde commercial (Md\$)		12,1	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		26,1	26,1	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		76,0	76,0	Nd
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	468	Nd	
	/EUR	612	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,3	68,1	9,6

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Ciel bleu du côté du commerce extérieur

Les services des douanes ont enregistré durant la période janvier-octobre 2011 un montant des exportations s'élevant à **6,38 milliards de dollars** (+19,8% en variation interannuelle) pour **5,17 milliards de dollars** d'importations (+3,6%), soit un excédent commercial de **1,2 milliard de dollars**.

LES PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CHILI - JANVIER-OCTOBRE 2011		
Zone	Échanges commerciaux (M\$)	Var./jan.-oct. 2010 (%)
Asie	4 827,6	+23,3
ALÉNA (Canada, É.-U. et Mexique)	2 156,0	+13,8
Europe	1 900,4	-7,7
MERCOSUR	1 421,2	+9,2
Autres	1 245,2	Nd

Les entreprises facturent davantage

Entre janvier et de septembre, les ventes totales des entreprises du pays ont augmenté de **17%** en variation interannuelle à **195,6 milliards de dollars**. Le taux de variation atteint les **73%** pour les entreprises sous forme de sociétés anonymes. Ces dernières sont d'ailleurs plus de 8 sur 10 à avoir dégagé des bénéfices au cours de la période.

Investissement : les chiliens préfèrent désormais le Brésil

Au cours des six dernières années, le Brésil a dépassé le Pérou comme premier pays récipiendaire des investissements chiliens à l'étranger avec plus de **6 milliards de dollars** investis contre 5,9 milliards de dollars chez le voisin péruvien.

Cette première place du Brésil tient beaucoup aux acquisitions du groupe chilien de distribution commerciale **Cencosud** sur le marché brésilien ces dernières années.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 46,0M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Juan Manuel Santos Calderón (2010-2014)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		184,9	194,5	204,2
PIB (Δ %)		4,3	5,2	5,0
PIB/hab. (\$)		4 055	4 266	4 439
Taux d'intérêt court* (%)		3,0	4,50	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		3,2	3,2	Nd
Taux de chômage* (%)		10,2	9,0	Nd
Solde commercial (Md\$)		1,86	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		28,4	28,4	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		61,1	71,9	Nd
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	1 914	Nd	
	/EUR	2 585	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
26,7	67,2	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Coup de mou présidentiel

Selon une enquête réalisée par l'hebdomadaire **Semana**, le Président **Juan Manuel Santos** recueillait en novembre **64%** d'opinions favorables contre 71% en juillet dernier. La baisse est aussi de sept points en ce qui concerne le taux de sondés estimant que l'actuel chef d'État tient ses promesses de campagne (53% contre 60% en juillet).

La mort du chef de FARC **Alfonso Cano** avait maintenu élevée la cote présidentielle (Cf. étude de novembre 2011, p. 18), mais d'un point de vue plus terre-à-terre, certains colombiens, surtout ceux touchés par les dégâts de pluies torrentielles, ne voient pas d'amélioration dans leur quotidien malgré une croissance soutenue de leur pays (5,2% en 2011). Le tout est de savoir si M. Santos réussira durant son mandat à mettre en adéquation la bonne santé économique nationale et les aspirations sociales de son peuple.

IED : objectif atteint en avance

Pour l'année 2011, le gouvernement avait fixé un objectif d'investissements étrangers directs (IED) de 12 milliards de dollars. Or selon les données de la Banque centrale, ceux-ci se chiffraient à **12,74 milliards de dollars** à la mi-novembre.

Exportations bien portantes

Durant le mois d'octobre dernier, la Colombie a exporté pour **4,7 milliards de dollars**, chiffre supérieur de près d'un tiers à celle d'octobre 2010, mois où l'augmentation interannuelle a été de 17,7%.

ÉVOLUTION MENSUELLE DES EXPORTATIONS COLOMBIENNES (en milliards de dollars)			
Type d'exportations	Octobre 2010	Octobre 2011	Var. (%)
Exportations traditionnelles	2,29	3,32	+45,1
Exportations non-traditionnelles	1,27	1,39	+10,2
TOTAL	3,56	4,71	+32,3

PS : en janvier-octobre 2011, le montant total des exportations se situe à **46,3 milliards de dollars** (+42,2% en variation interannuelle).

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 112,3M d'hab.

Densité de population 57,17 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		1 021,3	1 059,1	1 100,4
PIB (Δ %)		5,5	3,7	3,9
PIB/hab. (\$)		9 094	9 431	9 799
Taux d'intérêt court* (%)		4,6	4,5	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		4,4	3,6	3,5
Taux de chômage* (%)		5,7	5,0	Nd
Solde commercial (Md\$)		-3,12	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		110,5	140,4	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		46,2	46,2	Nd
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	12,35	Nd	
	/EUR	16,39	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Un pays socialement inégalitaire

Au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), le Mexique est l'un des pays où les inégalités de revenus sont les plus fortes. En effet, en 2008, les 10% de mexicains les plus riches ont des revenus 26 fois supérieurs à ceux des 10% de mexicains les plus pauvres (moyenne des pays de l'OCDE : 9 fois), soit 228 900 pesos par mois contre 8 700 pesos (16 700 dollars et 630 dollars au cours actuel).

IED en diminution

L'année 2011 risque d'être morose du côté des investissements étrangers directs (IED). Selon le gouvernement, sur les neuf premiers mois de cette année, l'économie nationale a reçu **13,42 milliards de dollars** d'IED, chiffre inférieur de plus de 14% à celui de la même période de 2010.

Réduction du déficit public

Sur la période janvier-octobre 2011, le pays a vu son déficit public se réduire de **14,3%** en variation interannuelle à près de 180 milliards de pesos, soit environ **13 milliards de dollars**, montant qui représente 1,23% du PIB.

Échanges en hausse avec le voisin US

Durant les neuf premiers mois de 2011, le montant des échanges commerciaux entre le Mexique et les États-Unis (importations+exportations) a bondi de 18,5% à **341,6 milliards de dollars**.

Concernant les seules exportations mexicains vers le marché US, celles-ci se sont chiffrées à **195,75 milliards de dollars** dans la période (+15,7%).

PS : en octobre dernier, la balance commerciale mexicaine a enregistré un déficit de **466 millions de dollars**, 40,9% moins élevé que le déficit d'octobre 2010.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		34,2	36,2	37,6
PIB (Δ %)		8,5	6,0	4,0
PIB/hab. (\$)		9 771	10 343	10 743
Taux d'intérêt court* (Δ %)		6,25	8,0	Nd
Taux d'inflation (%)		6,9	8,4	7,0
Taux de chômage* (%)		6,2	5,7	Nd
Solde commercial (Md\$)		-0,18	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		8,0	8,0	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		12,4	12,4	Nd
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	20,10	Nd	
	/EUR	25,76	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Industrie : une croissance en trompe l'œil

En octobre dernier, l'activité de l'industrie a diminué de **14%** par rapport à octobre 2010. Mais si l'on exclut de la production industrielle l'activité de la raffinerie d'ANCAP, le secteur n'aurait progressé que de **0,32%** dans le mois, de **5,7%** depuis janvier et de **5,8%** sur douze mois.

Pouvoir d'achat moindre

En octobre, les revenus réels des foyers (hors loyers et 13^{ème} mois) ont chuté pour le troisième mois consécutif à **1,6%**. Au total, depuis janvier, le pouvoir d'achat des uruguayens n'a progressé que de **0,61%**.

Le revenu moyen des foyers (hors loyers et 13^{ème} mois) a été de **1 500 dollars** en octobre (1 800 dollars à Montevideo et 1 312 dollars en province).

PS : depuis janvier, près de 120 000 personnes sont repassées au dessus du seuil de pauvreté, autrement dit, le taux de pauvreté s'est réduit de 4 points, passant de **18%** à **14%** actuellement.

Les milliards des exportations

Entre janvier et novembre 2011, les exportations ont crû de **20,5%** sur douze mois, dépassant déjà le total de l'année 2010, à **7,36 milliards de dollars**.

Le principal produit d'exportation a été la viande bovine, suivie par le blé, le riz et le lait. Les principales destinations de ces exportations ont été le Brésil, la Chine et l'Argentine.